

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[2020/205705]

Juridictions du travail. — Avis aux organisations représentatives. — Place vacante d'un juge social effectif au titre de travailleur ouvrier au Tribunal du travail de Gand arrondissement Flandre occidentale en remplacement de Monsieur Luc GEERARDYN

Les organisations représentatives intéressées sont invitées à présenter les candidatures à cette fonction conformément aux articles 2 et 3 de l'arrêté royal du 7 avril 1970 et au plus tard dans les trois mois qui suivent la publication du présent avis.

Ces présentations doivent être adressées au SPF Emploi, Travail et Concertation sociale, Service des Juridictions du travail, rue Ernest Blerot 1 à 1070 Bruxelles.

Elles mentionneront pour chaque candidat : ses noms et prénoms, son numéro de registre national, son adresse email personnelle, son numéro de téléphone et sa profession. Une copie du diplôme ou une attestation dans la langue dans laquelle siégera le candidat sera jointe pour chaque nouveau candidat.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[2020/205705]

Arbeidsgerechten. — Bericht aan de representatieve organisaties. — Openstaande plaats van een werkend rechter in sociale zaken, als werknemer-arbeider bij de Arbeidsrechtbank van Gent arrondissement West-Vlaanderen ter vervanging van de heer Luc GEERARDYN

De betrokken organisaties worden verzocht de kandidaturen voor te dragen overeenkomstig de artikelen 2 en 3 van het koninklijk besluit van 7 april 1970 en uiterlijk binnen de drie maanden na de bekendmaking van dit bericht.

De voordrachten van de kandidaten moeten worden gericht aan de FOD Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg, Dienst Arbeidsgerechten, Ernest Blerotstraat 1, 1070 Brussel.

Zij moeten voor iedere kandidaat vermelden : zijn naam en voor-naam, zijn rijksregisternummer, zijn persoonlijk e-mailadres, zijn telefoonnummer en zijn beroep. Een kopie van een diploma of een getuigschrift in de taal waarin de kandidaat zal zetelen, zal voor iedere nieuwe kandidaat bijgevoegd worden.

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE
ET SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C – 2021/30224]

Directive commune contraignante des Ministres de la Justice et de l'Intérieur relative à la détermination des mesures adéquates, pertinentes et non excessives relatives à l'interconnexion ou la corrélation des banques de données techniques suite à l'utilisation de caméras ou de systèmes intelligents de reconnaissance automatique de plaques d'immatriculation, visées à l'article 44/2, § 3 de la loi sur la Fonction de Police, avec les banques de données visées à l'article 44/2, §§ 1^{er} et 2 LFP, ou avec d'autres banques de données auxquelles les services de police ont accès par ou en vertu de la loi ou de traités internationaux liant la Belgique

A Mesdames et Messieurs les Bourgmestres,

Au Commissaire général de la police fédérale.

Pour information à :

Mesdames et Messieurs les Procureurs généraux,

Madame et Messieurs les Gouverneurs de province,

Madame le Haut Fonctionnaire exerçant des compétences de l'Agglomération bruxelloise,

Monsieur le Procureur fédéral et Mesdames et Messieurs les Magistrats du parquet fédéral,

Mesdames et Messieurs les Commissaires d'arrondissement,

Monsieur le Président de la Commission Permanente de la police locale,

Mesdames et Messieurs les Chefs de corps de la police locale,

Madame et Monsieur les Présidents de l'Organe de contrôle de l'information policière, du Comité permanent de contrôle des services de police et monsieur l'inspecteur-général de l'Inspection générale de la police fédérale et de la police locale.

Madame le Bourgmestre,

Monsieur le Bourgmestre,

Monsieur le Commissaire général,

Mesdames et Messieurs les Procureurs généraux,

Madame et Messieurs les Gouverneurs de province,

Madame le Haut Fonctionnaire exerçant des compétences de l'Agglomération bruxelloise,

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE
EN FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C – 2021/30224]

Gemeenschappelijke bindende richtlijn van de Ministers van Justitie en van Binnenlandse Zaken met betrekking tot de bepaling van de nadere regels voor de toereikende, terzake dienende en niet overmatige maatregelen met betrekking tot de koppeling of correlatie van de technische gegevensbanken ingevolge het gebruik van intelligente camera's en systemen voor de automatische nummerplaattherkenning, bedoeld in artikel 44/2, § 3 van de wet op het Politieambt, met de gegevensbanken bedoeld in artikel 44/2, §§ 1 en 2 WPA, of met andere gegevensbanken waartoe de politiediensten toegang hebben door of krachtens de wet of internationale verdragen die België binden

Aan de Dames en Heren Burgemeesters,

Aan de Commissaris-generaal van de federale politie.

Ter kennisgeving aan:

de Dames en Heren Procureurs-generaal,

Mevrouw en Heren Provinciegouverneurs,

Mevrouw de Hoge Ambtenaar die de bevoegdheden van de Brusselse Agglomeratie uitoefent,

de Heer Federaal procureur en de Dames en Heren Magistraten van het federaal parket,

de Dames en Heren Arrondissementscommissarissen,

de Heer Voorzitter van de Vaste Commissie van de lokale politie,

de Dames en Heren Korpschefs van de lokale politie,

Mevrouw en de Heer Voorzitters van het Controleorgaan op de politionele informatie, het Vast Comité van Toezicht op de politiediensten en de heer inspecteur-generaal van de algemene inspectie van de federale politie en van de lokale politie.

Mevrouw de Burgemeester,

Mijnheer de Burgemeester,

Mijnheer de Commissaris-generaal,

Dames en Heren Procureurs-generaal,

Mevrouw en Heren Provinciegouverneurs,

Mevrouw de Hoge Ambtenaar die de bevoegdheden van de Brusselse Agglomeratie uitoefent,

Monsieur le Procureur fédéral et Mesdames et Messieurs les Magistrats du parquet fédéral,

Mesdames et Messieurs les Commissaires d'arrondissement,

Monsieur le Président de la Commission Permanente de la police locale,

Mesdames et Messieurs les Chefs de corps de la police locale,

Madame et Monsieur les Présidents de l'Organe de contrôle de l'information policière, du Comité permanent de contrôle des services de police et monsieur l'inspecteur-général de de l'Inspection générale de la police fédérale et de la police locale.

I. OBJECTIFS

Cette directive vise **d'une part** à mettre en perspective et expliquer les principes d'interconnexion et de corrélation des banques de données techniques visées à l'article 44/2, § 3 (1) de la loi sur la fonction de police (ci-après LFP), avec les banques de données visées à l'article 44/2, §§ 1^{er} et 2 LFP, ou avec d'autres banques de données auxquelles les services de police ont accès par ou en vertu de la loi ou de traités internationaux liant la Belgique, conformément à l'article 44/4, § 6 (2) LFP.

L'opérationnalisation de ces principes sur le terrain se fait par le biais de la mise à jour des fiches de la directive du 14 juin 2002 des Ministres de la Justice et de l'Intérieur relative à la gestion de l'information de police judiciaire et de police administrative, lesquelles sont destinées aux services opérationnels.

Elle énonce **d'autre part** les mesures relatives à l'interconnexion et la corrélation des banques de données techniques.

De manière lapidaire, ces mesures portent sur:

a) les critères de temps, d'espace et de fréquence des interconnexions et corrélations, comme prévus à l'article 44/4, § 6 LFP et détaillés au point VII;

b) l'enregistrement dans le registre des traitements de la police (le REGPOL (3)) des autorisations requises en cas de comparaison des plaques d'immatriculation lues par les caméras Automatic Number Plate Recognition (ANPR) avec des plaques contenues dans des listes ou des extraits des banques de données utilisées (voir point VI autorité compétente);

c) la nécessité d'adopter une procédure transparente et auditable lorsque les unités de police utilisent des listes ou des extraits en dehors des standards nationaux qu'ils interconnectent avec les ANPR locaux et l'ANPR national en vue d'établir des comparaisons (voir point VI);

d) la nécessité en cas de hit (corrélation positive) de suivre la politique d'action nationale et une politique d'intervention ciblée;

e) la nécessité de retourner vers la source authentique en cas d'un hit sur une plaque d'immatriculation, détecté à l'aide de liste ou d'extrait injectés dans une banque de données technique locale ou nationale, sauf si la corrélation se fait en temps réel avec la source authentique (voir points V et VII).

II. CADRE GENERAL

1. Origine des banques de données techniques

Avec son réseau autoroutier, la Belgique joue un rôle prépondérant en tant que « carrefour » de la mobilité en Europe occidentale. La taille modeste de notre territoire permet aux criminels de traverser le pays très rapidement ou de rejoindre facilement l'un de nos pays limitrophes.

Ces dernières années, les autorités, essentiellement locales, ont commencé à investir dans des systèmes ANPR. À la suite des attentats perpétrés à Paris et à Bruxelles, le gouvernement a pris la décision, en décembre 2015, de confier la création d'un réseau ANPR national à la police.

Par la loi du 21 mars 2018, les concepts de banques de données techniques locales et de banque de données technique nationale ont reçu un ancrage légal.

Dans la perspective d'assurer la sécurité des citoyens, il est nécessaire de permettre à la police d'être guidée dans son action par de l'information de qualité et pertinente en fonction de la mission particulière dans laquelle elle s'inscrit. Le but est de permettre à la police d'intervenir soit en temps réel et de manière ciblée, soit de mener des recherches plus rapides et de meilleure qualité via un traitement différé des données.

Heer Federaal procureur en Dames en Heren Magistraten van het federaal parket,

Dames en Heren Arrondissementscommissarissen,

Heer Voorzitter van de Vaste Commissie van de lokale politie,

Dames en Heren Korpschefs van de lokale politie,

Mevrouw en de Heer Voorzitters van het Controleorgaan op de politionele informatie, het Vast Comité van Toezicht op de politiediensten en de heer inspecteur-generaal van de algemene inspectie van de federale politie en van de lokale politie.

I. DOELSTELLINGEN

Deze richtlijn beoogt **enerzijds** het in perspectief plaatsen en toelichten van de principes inzake koppeling en correlatie van de technische gegevensbanken bedoeld in artikel 44/2, § 3 (1) van de wet op het politieambt (hierna WPA), met de gegevensbanken bedoeld in artikel 44/2, §§ 1 en 2, WPA, of met andere gegevensbanken waartoe de politiediensten toegang hebben door of krachtens de wet of internationale verdragen die België binden, conform artikel 44/4, § 6 (2), WPA.

De operationalisering op het terrein van die principes gebeurt door middel van de bijwerking van de fiches van de richtlijn van 14 juni 2002 van de Ministers van Justitie en van Binnenlandse Zaken betreffende het informatiebeheer inzake gerechtelijke en bestuurlijke politie, die bestemd zijn voor de operationele diensten.

Ze vermeldt **anderzijds** de maatregelen met betrekking tot de koppeling en de correlatie van de technische gegevensbanken.

Kernachtig samengevat, hebben deze maatregelen betrekking op:

a) de criteria inzake tijd, ruimte en frequentie van de koppelingen en correlaties, zoals bepaald in artikel 44/4, § 6, WPA en nader omschreven in punt VII;

b) de registratie in het register van de verwerkingen van de politie (het REGPOL (3)) van de vereiste toestemmingen in geval van vergelijking van de nummerplaten die worden gelezen door de camera's voor Automatic Number Plate Recognition (ANPR) met nummerplaten opgenomen in lijsten of uittreksels van de gebruikte gegevensbanken (zie punt VI 'Bevoegde overheid');

c) de noodzaak een transparante procedure aan te nemen die kan worden geaudit wanneer de politie-eenheden gebruik maken van lijsten of uittreksels buiten de nationale standaarden die zij koppelen met de lokale ANPR's en de nationale ANPR teneinde vergelijkingen te maken (zie punt VI);

d) de noodzaak om in geval van een hit (positieve correlatie) het nationale actiebeleid en een gericht interventiebeleid te volgen;

e) de noodzaak terug te keren naar de authentieke bron in geval van een hit op een nummerplaat, gedetecteerd met behulp van een lijst of uittreksel ingevoerd in een lokale of nationale technische gegevensbank, tenzij de correlatie in *real time* met de authentieke bron gebeurt (zie de punten V en VII).

II. ALGEMEEN KADER

1. Oorsprong van de technische gegevensbanken

België vervult met zijn autowegennet een sleutelrol als 'kruispunt' inzake mobiliteit in West-Europa. De beperkte grootte van ons land laat criminelen bovendien toe om zeer snel het land te doorkruisen of zich naar de buurlanden te verplaatsen.

De afgelopen jaren begonnen voornamelijk lokale overheden investeringen te doen in ANPR-systemen. Na de aanslagen in Parijs en Brussel besloot de regering in december 2015 de oprichting van een nationaal ANPR-netwerk toe te vertrouwen aan de politie.

Bij wet van 21 maart 2018 werden de concepten van een lokale technische gegevensbank en een nationale technische gegevensbank wettelijk verankerd.

Om de veiligheid van de burgers te waarborgen, moeten de politiediensten in staat worden gesteld zich bij hun optreden te laten leiden door kwaliteitsvolle en relevante informatie, in functie van de specifieke opdracht waarbinnen deze plaatsvindt. Het doel is de politie in staat te stellen om in *real time* en gericht in te grijpen, hetzij om door middel van uitgestelde gegevensverwerking snellere en betere zoekopdrachten uit te voeren.

C'est dans cette optique que des processus automatisés sont utilisés dans les banques de données techniques locales (ANPR local) ou dans la banque de données technique nationale (réseau ANPR national) visant à aider ou à orienter l'action des policiers sur le terrain ou le travail de recherche. Ces processus sont l'interconnexion et la corrélation. Ils vont au-delà de la simple consultation des données contenues dans ces banques de données techniques.

2. Concept d'interconnexion et de corrélation au sein des banques de données techniques

"L'interconnexion" au sens de la présente directive s'entend comme le traitement, au moyen d'une procédure automatisée, par lequel des données et des informations à caractère personnel provenant de banques de données techniques (ANPR) sont liées avec des données provenant d'autres banques de données auxquelles la police a accès, dans le but de permettre:

1) l'enrichissement des données des banques de données techniques (par exemple les numéros de plaque sont complétés avec des données issues de la banque-carrefour des véhicules pour connaître le propriétaire d'un véhicule ou pour savoir quel type de véhicule est lié à une plaque d'immatriculation ou avec la banque de données Eucaris (European Car and Driving License Information System (4)) dans le but de permettre l'identification du conducteur étranger) ou;

2) la comparaison avec des données provenant d'autres banques de données auxquelles la police a accès (par exemple les mesures à prendre visées à l'article 44/7, 5° LFP dans la BNG) avec les données dans les banques de données techniques, afin d'établir une "corrélation" (un hit: le véhicule est par exemple connu comme étant un véhicule volé et une mesure doit donc être exécutée).

Ces enrichissements ou comparaisons pourraient avoir lieu manuellement, mais vu la quantité d'information à traiter, ce processus manuel manquerait singulièrement de portée (5).

3. Les interconnexions et corrélations comme moyen pour faire face à un risque concret en matière de sécurité

Par ailleurs, il nous semble important de rappeler que les banques de données nationale ou locales sont créées pour faire face à une situation de risque au niveau de la sécurité, qui a été mise en lumière sur base d'une analyse opérationnelle.

L'interconnexion et la corrélation s'inscrivent donc dans une optique d'aide technique pour remédier à ces situations concrètes d'insécurité.

Nous renvoyons à cet égard aux articles 25/4 et 44/11/3octies LFP qui prévoient respectivement que l'installation de chaque caméra de police et la création d'une banque de données technique doivent tenir compte d'une analyse d'impact et de risques au niveau de la protection de la vie privée et au niveau opérationnel, notamment quant aux catégories de données à caractère personnel traitées, à la proportionnalité des moyens mis en œuvre, aux objectifs opérationnels à atteindre et à la durée de conservation des données nécessaire pour atteindre ces objectifs.

III. REGLES GENERALES D'UTILISATION DES BANQUES DE DONNEES TECHNIQUES.

L'interconnexion avec les banques de données techniques ou une corrélation avec les données des banques de données techniques ne peut se faire que dans le cadre de l'exécution des missions détaillées infra et concernant les catégories de personnes visées ci-dessous.

Conformément à l'article 44/11/3septies LFP, les missions de police administrative ou de police judiciaire qui justifient le recours à une banque de données technique sont les suivantes:

1° l'aide à l'exécution des missions de police judiciaire relatives:

a. à la recherche et la poursuite des délits et des crimes, en ce compris l'exécution des peines ou des mesures limitatives de liberté;

b. aux infractions relatives à la police de la circulation routière, en application de l'article 62 de la loi du 16 mars 1968 relative à la police de la circulation routière;

c. à la recherche des personnes dont la disparition est inquiétante, lorsqu'il existe des présomptions ou indices sérieux que l'intégrité physique de la personne disparue se trouve en danger imminent.

2° l'aide à l'exécution des missions de police administrative pour les catégories de personnes visées à l'article 44/5, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2° à 5° et 7° LFP; en ce qui concerne l'article 44/5, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 5° LFP, cela ne peut concerner que les catégories de personnes visées aux articles 18, 19 et 20 LFP.

Met het oog hierop worden geautomatiseerde processen gebruikt in lokale technische gegevensbanken (lokale ANPR) of in de nationale technische gegevensbank (nationaal ANPR-netwerk) om het politieoptreden op het terrein of het onderzoekswerk te helpen sturen. Deze processen zijn de koppeling en de correlatie. Ze gaan verder dan alleen het raadplegen van de gegevens in deze technische gegevensbanken.

2. Het concept van koppeling en correlatie in de technische gegevensbanken

De "koppeling" in de zin van deze richtlijn is de verwerking waarbij persoonsgegevens en informatie uit de technische gegevensbanken (ANPR) via een geautomatiseerde procedure worden verbonden met gegevens uit andere gegevensbanken waartoe de politie toegang heeft, met als doel het volgende mogelijk te maken:

1) de verrijking van de gegevens van de technische gegevensbanken (bv. kentekenplaten worden aangevuld met gegevens uit de Kruispuntbank van de voertuigen om na te gaan wie de eigenaar is van een voertuig of welk type voertuig aan een kentekenplaat gekoppeld is of met de gegevensbank Eucaris (European Car and Driving License Information System (4)) teneinde de identificatie van de buitenlandse bestuurder mogelijk te maken), of;

2) de vergelijking van de gegevens uit andere gegevensbanken waartoe de politie toegang heeft (bijvoorbeeld de te nemen maatregelen bedoeld in artikel 44/7, 5° WPA in de ANG) met de gegevens in de technische gegevensbanken met het oog op het vaststellen van een "correlatie" (een hit: het voertuig is bijvoorbeeld gekend als gestolen voertuig en er moet dus een maatregel uitgevoerd worden).

Deze verrijkingen of vergelijkingen zouden handmatig kunnen worden uitgevoerd, maar gezien de hoeveelheid informatie die moet worden verwerkt, zou dit handmatige proces een bijzonder gebrek aan reikwijdte hebben (5).

3. De koppelingen en correlaties als middel om het hoofd te bieden aan een concreet veiligheidsrisico.

Bovendien lijkt het ons belangrijk om eraan te herinneren dat nationale of lokale gegevensbanken worden opgezet om het hoofd te bieden aan een risicosituatie met betrekking tot de veiligheid die aan het licht kwam door middel van een operationele analyse.

De koppeling en correlatie maken dus deel uit van een aanpak van technische bijstand om deze concrete situaties van onveiligheid te verhelpen.

In dit verband verwijzen Wij naar de artikelen 25/4 en 44/11/3octies WPA, die respectievelijk voorzien dat de plaatsing van elke politiecamera en de oprichting van een technische gegevensbank rekening moeten houden met een impact- en risicoanalyse op het vlak van de bescherming van de persoonlijke levenssfeer en op operationeel niveau, met name wat de categorieën van verwerkte persoonsgegevens betreft, de proportionaliteit van de aangewende middelen, de te bereiken operationele doelstellingen en de bewaartermijn van de gegevens die nodig is om deze doelstellingen te bereiken.

III. ALGEMENE REGELS INZAKE HET GEBRUIK VAN DE TECHNISCHE GEGEVENS BANKEN.

De koppeling met de technische gegevensbanken of een correlatie met gegevens uit de technische gegevensbanken kan enkel in het kader van de uitvoering van de hierna nader omschreven opdrachten en met betrekking tot de hierna bedoelde categorieën van personen.

Conform artikel 44/11/3septies WPA zijn de opdrachten van bestuurlijke of gerechtelijke politie die het gebruik van een technische gegevensbank rechtvaardigen, de volgende:

1° de hulp bij de uitvoering van de opdrachten van gerechtelijke politie betreffende:

a. het opsporen en de vervolging van wanbedrijven en misdaden, met inbegrip van de uitvoering van straffen of vrijheidsbeperkende maatregelen;

b. de inbreuken betreffende de politie over het wegverkeer, met toepassing van artikel 62 van de wet van 16 maart 1968 betreffende de politie over het wegverkeer;

c. het opsporen van personen van wie de verdwijning onrustwekkend is, wanneer er ernstige vermoedens of aanwijzingen bestaan dat de fysieke integriteit van de vermiste persoon in onmiddellijk gevaar is.

2° de hulp bij de uitvoering van de opdrachten van bestuurlijke politie voor de categorieën van personen bedoeld in artikel 44/5, § 1, eerste lid, 2° tot 5° en 7° WPA; wat artikel 44/5, § 1, eerste lid, 5° WPA, betreft, kan dat alleen betrekking hebben op de categorieën van personen bedoeld in de artikelen 18, 19 en 20 WPA.

En ce qui concerne les banques de données techniques, il y a plusieurs garanties qui traduisent concrètement ce principe de proportionnalité, et qui ont été citées par la Cour Constitutionnelle dans son arrêt du 20 février 2020 (6) et que Nous tenons à rappeler :

- **En premier lieu**, le délai de conservation de principe de douze mois est un délai maximum et les données collectées ne peuvent être conservées plus longtemps que nécessaire.

- **En deuxième lieu**, le délai de conservation maximum de douze mois est réduit, dans certains cas d'utilisation non visible de caméras.

- **En troisième lieu**, les services de police sont tenus de déterminer préalablement la durée de conservation nécessaire pour atteindre leurs objectifs.

- **En quatrième lieu**, l'accès aux données et aux informations collectées n'est en principe possible qu'au cours du premier mois de conservation, l'accès étant ensuite subordonné à des circonstances et habilitations particulières.

- **En cinquième lieu**, l'accès aux données et aux informations collectées doit toujours être motivé, tant au cours du premier mois de conservation qu'ultérieurement.

- **En sixième lieu**, plusieurs mécanismes de contrôle ont été prévus afin d'assurer que les services de police respectent les conditions légales de manière effective (7).

L'habilitation conférée aux services de police de pouvoir mettre les données conservées en corrélation avec d'autres données définies dans la loi est également réglée en détail par l'article 44/11/3decies, § 4 LFP.

Comme le prévoient les articles 25/1 et 46/2 LFP, d'autres législations peuvent s'appliquer à l'utilisation de caméras reliées aux banques de données techniques (8).

IV. L'INTERCONNEXION DES BANQUES DE DONNÉES TECHNIQUES AVEC LES BANQUES DE DONNÉES AUXQUELLES LES SERVICES DE POLICE ONT LÉGALEMENT ACCÈS

L'interconnexion (tant au sens d'enrichissement que de comparaison) des banques de données ne constitue bien entendu pas un laisser passer en matière d'accès. Dans cette optique, les règles d'accès aux différentes banques de données que l'on souhaite interconnecter, ainsi que les mesures de sécurité requises, restent bien entendu d'application.

Nous autorisons l'interconnexion de la banque de données technique nationale ANPR prévue aux articles 44/2 § 3 et 44/11/3sexies, § 1^{er}, alinéa 1^{er} LFP, dont Nous sommes les responsables du traitement, avec les banques de données visées aux articles 44/2, §§ 1 et 2 LFP, ou avec d'autres banques de données auxquelles les services de police ont accès par ou en vertu de la loi ou des traités internationaux liant la Belgique, à condition que le principe de proportionnalité soit pris en compte et pour ce qui concerne les comparaisons effectuées (corrélations) dans la mesure où la politique d'action nationale est suivie et une politique d'intervention ciblée a été établie.

Nous autorisons l'interconnexion d'une banque de données technique locale ANPR prévue à l'article 44/11/3sexies, § 1, alinéa 2 LFP, dont le chef de corps est le responsable du traitement, avec les banques de données visées à l'alinéa précédent, à condition que le principe de proportionnalité soit pris en compte et pour ce qui concerne les comparaisons effectuées (corrélations) dans la mesure où la politique d'action nationale est suivie et une politique d'intervention ciblée a été établie.

La politique d'intervention c'est-à-dire la détermination des interventions qui sont exécutées sur le terrain est déterminée *in concreto* par chaque chef de corps de la Police Locale ou directeur ou directeur général de la Police Fédérale. Elle tient compte des particularités locales d'intervention.

La politique d'action nationale, comme prévue dans les fiches de la directive opérationnelle du 14 juin 2002 des Ministres de la Justice et de l'Intérieur relative à la gestion de l'information de police judiciaire et de police administrative, traite de la gestion opérationnelle d'informations liées aux hits.

En ce qui concerne le respect du principe de proportionnalité des traitements de données à caractère personnel, Nous renvoyons aux articles 25/4 et 44/11/3octies LFP précités.

V. LA CORRÉLATION DES BANQUES DE DONNÉES TECHNIQUES AVEC LES LISTES OU EXTRAITS DES BANQUES DE DONNÉES AUXQUELLES LES SERVICES DE POLICE ONT LÉGALEMENT ACCÈS OU AVEC LES CRITÈRES D'ÉVALUATION PRÉÉTABLIS (9)

Comme le prévoit l'article 44/11/3decies LFP, la corrélation (comparaison) se fait en principe et dans la pratique non pas avec l'ensemble des données d'une banque de données, ce qui serait disproportionné, mais avec des listes ou des extraits de banques de données auxquelles les services de police ont légalement accès ou encore avec des critères préétablis.

Wat de technische gegevensbanken betreft, zijn er verschillende waarborgen die dit proportionaliteitsprincipe *in concreto* vertalen en die aangehaald werden door het Grondwettelijk Hof in zijn arrest van 20 februari 2020 (6) en waarop Wij willen wijzen:

- **Ten eerste** is de principiële bewaartermijn van twaalf maanden een maximumtermijn en mogen de verzamelde gegevens niet langer dan nodig worden bewaard.

- **Ten tweede** wordt de maximale bewaartermijn van twaalf maanden in bepaalde gevallen van niet-zichtbaar cameragebruik verkort.

- **Ten derde** zijn de politiediensten verplicht vooraf te bepalen welke bewaartermijn noodzakelijk is om hun doelstellingen te bereiken.

- **Ten vierde** is toegang tot de verzamelde gegevens en informatie in principe enkel mogelijk tijdens de eerste bewaartermijn, nadien is de toegang afhankelijk gemaakt van bijzondere omstandigheden en machtigingen.

- **Ten vijfde** moet de toegang tot de verzamelde gegevens en informatie steeds worden gemotiveerd, zowel in de eerste bewaartermijn als nadien.

- **Ten zesde** zijn er verscheidene controlemechanismen uitgewerkt om te verzekeren dat de wettelijke voorwaarden effectief door de politiediensten worden nageleefd (7).

Ook de machtiging aan de politiediensten om de bewaarde gegevens in correlatie te brengen met andere in de wet omschreven gegevens is op nauwkeurige wijze geregeld in artikel 44/11/3decies, § 4 WPA.

Zoals bepaald conform de artikelen 25/1 en 46/2 WPA kan andere wetgeving van toepassing zijn op het gebruik van camera's verbonden aan de technische gegevensbanken (8).

IV. DE KOPPELING VAN DE TECHNISCHE GEVEGENSBANKEN MET GEVEGENSBANKEN WAARTOE DE POLITIEDIENSTEN WETTELIJK TOEGANG HEBBEN

De koppeling (zowel in de zin van verrijking als van vergelijking) van de gegevensbanken vormt uiteraard geen vrijgeleide inzake toegang. De toegangsregels voor de gegevensbanken die onderling verbonden worden, evenals de geldende veiligheidsmaatregelen, blijven uiteraard van toepassing.

Wij staan de koppeling toe van de nationale technische gegevensbank ANPR bedoeld in de artikelen 44/2, § 3 en 44/11/3sexies, § 1, eerste lid, WPA voor dewelke Wij de verantwoordelijke voor de verwerking zijn, met de gegevensbanken bedoeld in artikel 44/2, §§ 1 en 2, WPA, of met andere gegevensbanken waartoe de politiediensten toegang hebben door of krachtens de wet of internationale verdragen die België binden, voor zover rekening gehouden wordt met het proportionaliteitsprincipe en met betrekking tot de uitgevoerde vergelijkingen (correlaties) voor zover het nationale actiebeleid wordt gevolgd en een gericht interventiebeleid werd vastgesteld.

Wij staan de koppeling toe van een lokale technische gegevensbank ANPR bedoeld in artikel 44/11/3sexies, § 1, tweede lid WPA voor dewelke de korpschef de verantwoordelijke is voor de verwerking, met de gegevensbanken bedoeld in het vorige lid voor zover rekening gehouden wordt met het proportionaliteitsprincipe en met betrekking tot de uitgevoerde vergelijkingen (correlaties) voor zover het nationale actiebeleid wordt gevolgd en een gericht interventiebeleid werd vastgesteld.

Het interventiebeleid, zijnde het bepalen van de interventies die op het terrein moeten worden uitgevoerd, wordt *in concreto* bepaald door iedere korpschef van de Lokale Politie of directeur of directeur-generaal van de Federale Politie. Het houdt rekening met de lokale bijzonderheden inzake interventie.

Het nationale actiebeleid, zoals voorzien in de fiches van de operationele richtlijn van 14 juni 2002 van de Ministers van Justitie en van Binnenlandse Zaken betreffende het informatiebeheer inzake gerechtelijke en bestuurlijke politie, heeft betrekking op het operationele beheer van informatie dat verband houdt met de hits.

Wat de naleving van het proportionaliteitsprincipe van de verwerking van persoonsgegevens betreft, verwijzen Wij naar de voornoemde artikelen 25/4 en 44/11/3octies WPA.

V. DE CORRELATIE VAN DE TECHNISCHE GEVEGENSBANKEN MET DE LIJSTEN OF UITTREKSELS UIT DE GEVEGENSBANKEN WAARTOE DE POLITIEDIENSTEN WETTELIJK TOEGANG HEBBEN OF MET DE VOORAF BEPAALDE BEOORDELINGSCRITERIA (9)

Zoals bepaald in artikel 44/11/3decies WPA, gebeurt de correlatie (vergelijking) in beginsel en in de praktijk niet met alle gegevens van een gegevensbank, wat overmatig zou zijn, maar met lijsten of uittreksels uit gegevensbanken waartoe de politiediensten wettelijk toegang hebben of met vooraf bepaalde criteria.

C'est dès lors logique que le même principe que celui évoqué précédemment est d'application (voir article 44/11/3^{decies}, § 4 LFP): seuls des listes ou des extraits (10) de la BNG, des banques de données de base et particulières, des banques de données communes, des banques de données techniques et des banques de données auxquelles les services de police ont accès par ou en vertu de loi ou de traités internationaux liant la Belgique peuvent être corrélés avec les banques de données techniques nationale et locales.

Comme énoncé au point précédent, Nous demandons qu'en cas de hit, la politique d'action nationale soit suivie et qu'une politique d'intervention ciblée ait été préalablement établie.

Pour les banques de données pour lesquelles Nous sommes responsables du traitement, Nous mettons des listes et extraits dont le contenu est standardisé à la disposition des unités opérationnelles, tant pour la banque de données technique nationale ANPR que pour les banques de données techniques locales ANPR, via un canal générique.

Ces listes et extraits standards correspondent à un besoin opérationnel commun à toute la police intégrée.

De la sorte, Nous mettons par exemple à disposition une liste avec les mesures à prendre portant sur des moyens de transports signalés comme ayant été volés dans la Banque de données Nationale Générale ou une liste avec les moyens de transport signalés comme ayant été volés dans le Système d'information Schengen.

Sans préjudice d'une autre base légale, si des listes ou extraits en dehors de ces standards nationaux sont utilisés, Nous rappelons qu'il est nécessaire que cette interconnexion vise uniquement à pouvoir accomplir une des finalités visées à l'article 44/11/3^{septies} LFP et que ces données ne soient pas excessives par rapport à la finalité visée. A cet égard, Nous renvoyons plus spécifiquement aux critères de temps, d'espace et de fréquence, visés au point VII.

Ces listes ou extraits hors des standards nationaux doivent donc en principe être limités à la gestion d'un événement particulier.

En outre, Nous demandons que chaque zone de police ou service/direction de la police fédérale qui utilise des listes en dehors de ces standards élabore une procédure transparente permettant d'établir que la liste ou l'extrait repose sur des critères objectifs qui font l'objet d'une évaluation périodique et dont la documentation et la motivation sont tenues à la disposition de l'Organe de contrôle

Dans tous les cas, Nous rappelons également qu'il est important, en cas de recours à des listes ou d'extractions qui ne sont pas mises à jour en temps réel, de veiller à assurer une procédure qui garantisse une mise à jour régulière de ces listes/extraits et de consulter la source authentique en cas de détection d'un HIT.

Conformément à l'article 44/11/3^{decies}, § 4 LFP, ces listes ou extraits de banques de données ou ces critères d'évaluation préétablis à mettre en corrélation avec les données et informations personnelles peuvent être préparés dans le but d'établir cette corrélation en temps réel, au moment de la collecte des données par les caméras intelligentes ou les systèmes intelligents de reconnaissance des plaques d'immatriculation, ou après l'enregistrement des données (a posteriori).

De cette manière, des véhicules recherchés peuvent, par exemple, être interceptés en temps réel si nécessaire, mais il est également possible de reconstituer l'itinéraire d'un véhicule a posteriori dans le cadre d'une enquête criminelle.

Si la corrélation est effectuée dans le cadre de l'exercice des fonctions de police administrative, Nous rappelons que conformément à l'article 44/11/3^{decies}, § 3 LFP elle ne peut avoir lieu que dans le contexte opérationnel suivant:

1° en temps réel ou pendant une période d'un mois à compter de l'enregistrement des données;

2° après notification à l'Organe de contrôle, lorsqu'il s'agit d'une corrélation avec des listes ou des extraits de banques de données. Cette notification se réalise concrètement en complétant l'enregistrement du traitement concerné dans le registre des traitements de la police intégrée (REGPOL (11)) dans le champ « interconnexion-corrélation ».

En effet, l'Organe de contrôle qui dispose d'un accès direct à REGPOL est directement prévenu que le registre des traitements est complété.

Lorsque la corrélation est réalisée dans le cadre de l'exercice des missions de police judiciaire, elle peut avoir lieu en temps réel ou pendant toute la période de conservation des données. Après le premier mois de conservation, elle ne peut avoir lieu que moyennant l'autorisation du procureur du Roi et ne peut concerner que des infractions de nature à entraîner un emprisonnement correctionnel principal d'un an ou une peine plus lourde.

Het is dan ook logisch dat hetzelfde principe als het eerder aangehaalde principe van toepassing is (zie artikel 44/11/3^{decies}, § 4, WPA): enkel lijsten of uittreksels (10) uit de ANG, basisgegevensbanken, bijzondere gegevensbanken, gemeenschappelijke gegevensbanken, technische gegevensbanken en gegevensbanken waartoe de politiediensten toegang hebben door of krachtens de wet of internationale verdragen die België binden, mogen gecorrleerd worden met de nationale en lokale technische gegevensbanken.

Zoals vermeld in het vorige punt vragen Wij dat in geval van een hit het nationale actiebeleid wordt gevolgd en dat vooraf een gericht interventiebeleid werd vastgesteld.

Voor de gegevensbanken waarvoor Wij de verwerkingsverantwoordelijken zijn, stellen Wij lijsten en uittreksels waarvan de inhoud gestandaardiseerd is ter beschikking van de operationele eenheden, zowel voor de nationale technische gegevensbank ANPR als voor de lokale technische gegevensbanken ANPR, via een generiek kanaal.

Die standaardlijsten en -uittreksels stemmen overeen met een operationele behoefte die gemeenschappelijk is voor de volledige geïntegreerde politie.

Zo stellen Wij bijvoorbeeld een lijst ter beschikking met de maatregelen die moeten worden genomen met betrekking tot vervoermiddelen die in de Algemene Nationale Gegevensbank als gestolen zijn opgegeven of een lijst met de vervoermiddelen die in het Schengen-informatiesysteem als gestolen zijn opgegeven.

Onverminderd een andere wettelijke grondslag, wijzen Wij erop dat indien gebruik wordt gemaakt van lijsten of uittreksels buiten die nationale standaarden, het noodzakelijk is dat die koppeling enkel ertoe strekt een van de doeleinden bedoeld in artikel 44/11/3^{septies} WPA te kunnen verwezenlijken en dat die gegevens niet overmatig mogen zijn ten opzichte van het beoogde doeleinde. Ter zake verwijzen Wij in het bijzonder naar de criteria inzake tijd, ruimte en frequentie bedoeld in punt VII.

Die lijsten of uittreksels buiten de nationale standaarden moeten in principe dan ook worden beperkt tot het beheer van een specifieke gebeurtenis.

Bovendien vragen Wij dat elke politiezone of dienst/directie van de federale politie die gebruik maakt van lijsten buiten die standaarden een transparante procedure uitwerkt die het mogelijk maakt aan te tonen dat de lijst of het uittreksel berust op objectieve criteria die periodiek worden geëvalueerd en waarvan de documentatie en de motivering ter beschikking worden gehouden van het Controleorgaan.

In ieder geval wijzen Wij er tevens op dat het belangrijk is dat wanneer een beroep wordt gedaan op lijsten of uittreksels die niet in real time bijgewerkt worden, dat voor een procedure wordt gezorgd die een regelmatige bijwerking van die lijsten/uittreksels waarborgt en dat de authentieke bron wordt geraadpleegd wanneer een hit wordt gedetecteerd.

Conform artikel 44/11/3^{decies}, § 4 WPA kunnen deze lijsten of uittreksels van gegevensbanken of deze vooraf bepaalde beoordelingscriteria die in correlatie moeten worden gebracht met de persoonsgegevens en informatie worden voorbereid met als doel deze correlatie in real time tot stand te brengen, op het moment van de verzameling van de gegevens door de intelligente camera's of de intelligente systemen voor de automatische nummerplatherkenning, of na registratie van de gegevens (a posteriori).

Op deze manier kunnen bijvoorbeeld gezochte voertuigen indien nodig in real time worden onderschept, maar kan ook achteraf in het raam van een strafrechtelijk onderzoek de route van een voertuig worden gereconstrueerd.

Wanneer de correlatie wordt gerealiseerd in het kader van de uitoefening van de opdrachten van bestuurlijke politie, herhalen Wij dat dit conform artikel 44/11/3^{decies}, § 3 WPA slechts kan plaatsvinden in de volgende operationele context:

1° in real time of tijdens een periode van één maand te rekenen vanaf de registratie van de gegevens;

2° na kennisgeving aan het Controleorgaan, wanneer het gaat om een correlatie met lijsten of uittreksels van gegevensbanken. Deze kennisgeving gebeurt concreet door de registratie van de betrokken verwerking in het register van de verwerkingen van de geïntegreerde politie (REGPOL (11)) in het veld « koppeling-corrélation ».

Het Controleorgaan dat over een directe toegang tot REGPOL beschikt, wordt er immers rechtstreeks van op de hoogte gebracht dat het register van de verwerkingen is aangevuld.

Wanneer de correlatie wordt gerealiseerd in het kader van de uitoefening van de opdrachten van gerechtelijke politie, kan het plaatsvinden in real time of tijdens de hele bewaringsduur van de gegevens. Na de eerste bewaar maand, kan het slechts plaatsvinden mits toestemming van de procureur des Konings en het kan enkel betrekking hebben op strafbare feiten die een correctionele hoofdgevangenisstraf van een jaar of een zwaardere straf tot gevolg kunnen hebben.

Ces principes sont explicités à l'article 44/11/3 *decies*, § 3, alinéa 2 et § 3,, alinéa 3 LFP.

VI. AUTORITÉ COMPÉTENTE

Conformément à l'article 44/11/3 *decies* LFP, le contenu des listes ou des extraits des banques de données utilisés en vue d'une corrélation est soumis à l'autorisation :

1° pour les missions de police administrative, soit d'un directeur ou des officiers de police administrative qu'il désigne, lorsqu'il s'agit d'un service qui appartient à la police fédérale, soit du chef de corps ou des officiers de police administrative qu'il désigne, lorsqu'il s'agit d'une zone de police;

2° pour les missions de police judiciaire, soit d'un directeur ou des officiers de police judiciaire qu'il désigne, lorsqu'il s'agit d'un service qui appartient à la police fédérale, soit du chef de corps ou des officiers de police judiciaire qu'il désigne, lorsqu'il s'agit d'une zone de police, soit par le procureur du Roi.

Les critères d'évaluation sont établis après approbation du délégué à la protection des données compétent et ne peuvent viser l'identification d'un individu. Ils doivent être ciblés, proportionnés et spécifiques. Ils ne peuvent être fondés sur des données qui révèlent l'origine raciale ou ethnique d'une personne, ses convictions religieuses ou philosophiques, ses opinions politiques, son appartenance à une organisation syndicale, son état de santé, sa vie ou son orientation sexuelle.

La condition selon laquelle les critères d'évaluation ne peuvent cibler l'identification d'un individu a pour but d'éviter que ces critères ne soient préalablement établis de manière telle qu'ils ne puissent viser que des individus bien déterminés. Bien entendu le résultat d'une corrélation avec des critères d'évaluation peut avoir pour conséquence que des individus soient identifiés, ce qui est précisément l'objectif de ce genre de corrélation.

Ces autorisations et approbations sont enregistrées dans le registre REGPOL (12). Elles permettent de visualiser pour chaque unité de police les types de listes et d'extraits standards et non standards qui sont utilisés.

VII. LES CRITERES DE TEMPS, D'ESPACE ET DE FREQUENCE

Les critères de temps, d'espace et de fréquence doivent être pris en compte lors de l'interconnexion et la corrélation des banques de données, des listes ou extraits ou des critères préétablis avec les banques de données techniques.

L'autorisation de l'autorité compétente (voir ci-dessus) de corréler avec des listes ou des extraits de banques de données ou la demande d'approbation adressée au délégué à la protection des données en ce qui concerne la corrélation avec des critères d'évaluation, tient en outre toujours compte des trois critères de temps, d'espace et de fréquence.

Afin de permettre une application efficace de ces trois critères, Nous demandons que ceux-ci soient dorénavant ajoutés d'office aux mesures à prendre (13) par les services qui enregistrent ces mesures.

Ces critères sont en effet une traduction opérationnelle du principe de proportionnalité des traitements de données à caractère personnel, qui sera dès lors prise en compte dans le recours à la technologie ANPR en tant qu'outil pour aider à prendre ces mesures.

Ce n'est bien entendu que dans l'hypothèse où ces 3 critères sont directement intégrés en temps réel dans le logiciel de traitement des systèmes ANPR (banque de données technique nationale et banques de données techniques locales) qu'une vérification de la source authentique de ces mesures à prendre n'est plus requise.

Les trois critères de temps, d'espace et de fréquence sont remplis comme suit au niveau des mesures à prendre:

a. Critère de « temps »

La période dans laquelle une corrélation avec une liste, un extrait ou des critères d'évaluation peut avoir lieu et, en outre, le délai dans lequel une mesure à prendre doit être exécutée, est déterminée.

En ce qui concerne les mesures à prendre, il est possible de préciser les jours de la semaine et les heures d'exécution.

Par exemple, pour un trafiquant de drogue dont les recherches montrent qu'il est principalement actif le week-end, la mesure de "contrôle approfondi" peut être limitée aux week-ends et aux jours fériés.

b. Critère d' « espace »

L'espace dans lequel une corrélation avec une liste, un extrait ou des critères d'évaluation peut avoir lieu et, en outre, l'espace dans lequel une mesure à prendre doit être exécutée, est déterminé.

Die principes worden toegelicht in artikel 44/11/3 *decies*, § 3, tweede lid, en § 4, derde lid WPA.

VI. BEVOEGDE OVERHEID

Conform art. 44/11/3 *decies* WPA, is de inhoud van de lijsten of de uittreksels van de gegevensbanken die gebruikt worden voor een correlatie, onderworpen aan de toelating van:

1° voor de opdrachten van bestuurlijke politie, hetzij een directeur of de door hem aangewezen officieren van bestuurlijke politie, wanneer het gaat om een dienst die deel uitmaakt van de federale politie, hetzij de korpschef of de door hem aangewezen officieren van bestuurlijke politie, wanneer het gaat om een politiezone;

2° voor de opdrachten van gerechtelijke politie, hetzij een directeur of de door hem aangewezen officieren van gerechtelijke politie, wanneer het gaat om een dienst die deel uitmaakt van de federale politie, hetzij de korpschef of de door hem aangewezen officieren van gerechtelijke politie, wanneer het gaat om een politiezone, hetzij door de procureur des Konings.

De beoordelingscriteria worden opgesteld na goedkeuring van de bevoegde functionaris voor gegevensbescherming, mogen niet gericht zijn op de identificatie van een individu en moeten doelgericht, evenredig en specifiek zijn. Zij mogen niet gebaseerd zijn op gegevens die de raciale of etnische oorsprong van een persoon, zijn religieuze of levensbeschouwelijke overtuigingen, zijn politieke opvattingen, zijn vakbondslidmaatschap, zijn gezondheidstoestand, zijn seksleven of zijn seksuele geaardheid onthullen.

De voorwaarde dat de beoordelingscriteria niet gericht mogen zijn op de identificatie van een individu, heeft tot doel te vermijden dat deze criteria vooraf zodanig zouden zijn opgesteld, dat ze enkel welbepaalde individuen viseren. Uiteraard kan het resultaat van een correlatie met beoordelingscriteria wel tot gevolg hebben dat individuen worden geïdentificeerd, hetgeen net het opzet is van deze vorm van correlatie.

Deze toelatingen en goedkeuringen worden geregistreerd in het REGPOL-register (12). Zij bieden de mogelijkheid voor elke politie-eenheid een zicht te hebben op de soorten (niet-)standaardlijsten en -uittreksels waarvan gebruik wordt gemaakt.

VII. CRITERIA INZAKE TIJD, RUIMTE EN FREQUENTIE

Bij het koppelen en correleren van gegevensbanken, lijsten of uittreksels of vooraf gedefinieerde criteria met de technische gegevensbanken moet rekening worden gehouden met de criteria van tijd, ruimte en frequentie.

De toelating van de bevoegde overheid (cf. supra) om over te gaan tot correlatie met lijsten of uittreksels van gegevensbanken of de goedkeuringaanvraag aan de functionaris voor de gegevensbescherming voor wat de correlatie met de beoordelingscriteria betreft, houdt bovendien steeds rekening met de drie criteria van tijd, ruimte en frequentie.

Om de efficiënte toepassing van deze drie criteria mogelijk te maken, vragen Wij dat deze voortaan ambtshalve worden toegevoegd aan de te nemen maatregelen (13) door de diensten die deze maatregelen registreren.

Die criteria zijn immers een operationele vertaling van het proportionaliteitsprincipe van de verwerkingen van persoonsgegevens waarmee dan ook rekening zal worden gehouden wanneer een beroep wordt gedaan op de ANPR-technologie als instrument om die maatregelen te helpen uitvoeren.

Het is uiteraard enkel wanneer die drie criteria direct in *real time* worden geïntegreerd in de verwerkingssoftware van de ANPR-systemen (nationale technische gegevensbank en lokale technische gegevensbanken) dat een controle van de authentieke bron van die te nemen maatregelen niet langer vereist is.

De drie criteria van tijd, ruimte en frequentie worden als volgt ingevuld op het niveau van de te nemen maatregelen:

a) Criterium « tijd »

Het tijdsbestek waarbinnen een correlatie met een lijst, uittreksel of beoordelingscriteria mag plaatsvinden, en bijkomend binnen welk tijdsbestek een te nemen maatregel moet worden uitgevoerd, wordt vastgelegd.

Voor wat de te nemen maatregelen betreft, kan worden ingegeven op welke dagen van de week en tussen welke uren deze moet worden uitgevoerd.

Voorbeeld: voor een drugdealer waarvan het onderzoek uitwijst dat hij voornamelijk actief is in het weekend, kan de te nemen maatregel 'grondige controle' beperkt worden tot weekend en feestdagen.

b) Criterium « ruimte »

De ruimte waarbinnen een correlatie met een lijst, uittreksel of beoordelingscriteria mag plaatsvinden, en bijkomend binnen welke ruimte een te nemen maatregel moet worden uitgevoerd, wordt vastgelegd.

En ce qui concerne les mesures à prendre, le critère « espace » est double : avant le contrôle, un critère « espace » est déterminé pour l'exécution de la mesure et, pendant le contrôle, une vérification est effectuée pour déterminer si le service de police effectuant le contrôle ou la caméra ANPR se trouve dans cet « espace ».

Lors de l'enregistrement de la mesure, il est par exemple, possible de limiter le critères « espace » jusqu'au niveau géographique de la commune. Lors de l'exécution de la mesure, tant les membres de la police locale que de la police fédérale sont liés par ce critère. Ainsi, la mesure n'est exécutée par le service de police concerné que si l'entité concernée est située dans « l'espace » prédéterminé.

Par exemple, une personne a une interdiction de lieu et ne peut pas se trouver dans une certaine commune. Le critère « espace » sera limité à cette commune. Si le véhicule de la personne se trouve dans une autre commune, cela ne donnera pas lieu à un 'hit'.

c. Critère de la « fréquence »

Il est déterminé à quelle fréquence la corrélation peut avoir lieu dans un certain délai et, en outre, à quelle fréquence une mesure à prendre doit être exécutée dans un certain délai.

En ce qui concerne les mesures à prendre, la fréquence est déterminée par le nombre de jours entre chaque contrôle. Sa valeur peut varier entre 0 et 365. Pour faciliter l'utilisation, les fréquences habituelles (telles que la semaine, le mois, le trimestre, le semestre, l'année,...) seront proposées dans une liste de sélection. Tant que la mesure n'a pas été appliquée une première fois, la fréquence ne joue aucun rôle.

Le critère de "fréquence" est uniquement complété pour les mesures qui doivent être contrôlées plusieurs fois parce qu'il s'agit de s'assurer qu'une personne respecte une interdiction courant sur une période déterminée, comme par exemple une interdiction de stade ou une interdiction de conduire, ou qu'une personne ne s'apprête pas à commettre de nouveaux délits, comme par exemple le trafic de stupéfiants ou la traite des êtres humains. Pour les mesures qui ne doivent être exécutées qu'une seule fois, le critère de "fréquence" est toujours 0.

Par exemple:

- Une personne est connue pour de la traite des êtres humains et il y a une mesure à prendre 'contrôler' en vigueur pour le véhicule de cette personne. Ce véhicule passera devant une caméra ANPR plusieurs fois par jour, mais ce n'est pas le but que ce véhicule soit contrôlé à chaque fois. Une fréquence peut être déterminée. Par exemple, un contrôle tous les 7 jours.

- Combiné avec les deux autres critères, on peut par exemple déterminer que ce véhicule ne sera contrôlé que s'il se trouve dans une commune à la frontière pendant le week-end ou la nuit et ce, au maximum une fois par semaine.

VIII. CONSIDERATION FINALE

Comme Nous l'avons mentionné au point I, le recours aux interconnexions ou aux corrélations constitue une aide dans le cadre de l'exercice des missions opérationnelles telles qu'explicitées ci-dessus et selon les modalités et mesures détaillées dans la présente directive.

Cette aide doit bien entendu toujours être validée ou complétée par une analyse ou une intervention humaine.

L'avis du Conseil des bourgmestres a été donné le 12 août 2020, celui de l'Organe de contrôle de l'information policière le 22 septembre 2020 et celui du Collège des Procureurs Généraux le 7 janvier 2021.

Notes

(1) Tel qu'inséré par la loi du 21 mars 2018 modifiant la loi sur la fonction de police, en vue de régler l'utilisation de caméras par les services de police, et modifiant la loi du 21 mars 2007 réglant l'installation et l'utilisation de caméras de surveillance, la loi du 30 novembre 1998 organique des services de renseignement et de sécurité et la loi du 2 octobre 2017 réglementant la sécurité privée et particulière.

(2) Tel qu'inséré par la loi du 22 mai 2019 modifiant diverses dispositions en ce qui concerne la gestion de l'information policière (B.S. 19.06.2019).

(3) RegPol est le registre unique des traitements de données à caractère personnel mis en place au niveau de la police intégrée, conformément à l'article 145 de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux.

(4) Conformément aux principes et modalités prévus dans les instruments internationaux concernant EUCARIS.

Voor wat de te nemen maatregelen betreft is het criteria "ruimte" tweeledig: er wordt voorafgaand aan de controle een criteria "ruimte" bepaald voor de uitvoering van de maatregel en er gebeurt tijdens de controle een aftoetsing of de controlerende politiedienst of ANPR-camera zich in deze "ruimte" bevindt.

Bij de registratie van de maatregel is het bij voorbeeld mogelijk om het criteria "ruimte" te beperken tot het geografische niveau van de gemeente. Bij de uitvoering van de maatregel zijn zowel de leden van de lokale politie als van de federale politie aan dit criterium gebonden. De maatregel wordt dus enkel uitgevoerd door de betrokken politiedienst indien de betrokken entiteit zich in de opgegeven "ruimte" bevindt.

Bijvoorbeeld, een persoon heeft een plaatsverbod opgelegd gekregen en mag zich niet in een bepaalde gemeente bevinden. Het criterium "ruimte" zal beperkt worden tot die gemeente, wanneer de persoon zich in een andere gemeente bevindt levert dit geen 'hit' op.

c) Criterium « frequentie »

Er wordt bepaald hoe vaak de correlatie mag plaatsvinden binnen een bepaald tijdsbestek, en bijkomend hoe vaak een te nemen maatregel binnen een bepaald tijdsbestek moet worden uitgevoerd.

Voor wat de te nemen maatregelen betreft wordt de frequentie bepaald door het aantal dagen tussen elke controle. De waarde ervan kan variëren tussen 0 en 365. Voor het gebruiksgemak zullen veelvoorkomende frequenties (zoals week, maand, trimester, semester, jaar, ...) aangeboden worden in een keuzelijst. Zolang de maatregel niet voor een eerste maal werd uitgevoerd speelt de frequentie geen rol.

Het criterium "frequentie" wordt enkel aangevuld voor maatregelen die meerdere malen moeten worden gecontroleerd om er zeker van te zijn dat een persoon zich houdt aan een verbod dat voor een bepaalde periode geldt, zoals een stadionverbod of een rijverbod, of dat een persoon geen nieuwe overtredingen begaat, zoals bijvoorbeeld drugs-handel of mensenhandel. Voor maatregelen, die maar éénmalig moeten worden uitgevoerd, is het criterium "frequentie" steeds 0.

Bijvoorbeeld:

- Iemand is gekend voor mensenhandel en er is een te nemen maatregel 'controleren' van kracht m.b.t. het voertuig van deze persoon. Dit voertuig zal meerdere keren per dag een ANPR-camera langsrijden, maar het is niet de bedoeling dat dit voertuig telkens gecontroleerd wordt. Er kan een frequentie bepaald worden. Bijvoorbeeld een controle om de 7 dagen.

- Gecombineerd met de andere twee criteria kan er bijvoorbeeld bepaald worden dat dit voertuig enkel gecontroleerd wordt als het zich in het weekend of 's nachts in een grensgemeente bevindt en dit maximaal één maal per week.

VIII. FINALE OVERWEGING

Zoals Wij vermelden in punt I is het gebruik van de koppelingen of de correlaties een hulpmiddel in het raam van de uitvoering van de operationele opdrachten zoals hierboven toegelicht en dit volgens de regels en maatregelen die nader worden omschreven in deze richtlijn.

Dit hulpmiddel moet uiteraard steeds worden gevalideerd of aangevuld door middel van een analyse of menselijke tussenkomst.

Het advies van de Raad van burgemeesters werd op 12 augustus 2020 uitgebracht, dat van het Controleorgaan op de politionele informatie op 22 september 2020 en dat van het College van procureurs-generaal op 7 januari 2021.

Nota's

(1) Zoals ingevoegd door de wet van 21 maart 2018 tot wijziging van de wet op het politieambt om het gebruik van camera's door de politiediensten te regelen, en tot wijziging van de wet van 21 maart 2007 tot regeling van de plaatsing en het gebruik van bewakingscamera's, van de wet van 30 november 1998 houdende regeling van de inlichtingen- en veiligheidsdiensten en van de wet van 2 oktober 2017 tot regeling van de private en bijzondere veiligheid.

(2) Zoals ingevoegd door de wet van 22 mei 2019 tot wijziging van diverse bepalingen wat het politionele informatiebeheer betreft (B.S. 19.06.2019).

(3) RegPol is het unieke register van de verwerkingen van de persoonsgegevens opgericht op niveau van de geïntegreerde politie, zoals bedoeld in artikel 145 van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus.

(4) Conform de principes en modaliteiten voorzien in de internationale instrumenten aangaande EUCARIS.

(5) Seules les données prévues à l'article 44/11/3/*decies* LFP sont traitées dans les banques de données techniques. Le traitement ultérieur de ces données est effectué, entre autres, conformément à la directive du 14 juin 2002 des ministres de la justice et de l'intérieur concernant la gestion des informations relatives à la police judiciaire et administrative, qui est destinée aux services opérationnels.

(6) Arrêt de la Cour Constitutionnelle n° 27/2020 du 20 février 2020 en cause du recours en annulation de la loi du 21 mars 2018 « modifiant la loi sur la fonction de police, en vue de régler l'utilisation de caméras par les services de police, et modifiant la loi du 21 mars 2007 réglant l'installation et l'utilisation de caméras de surveillance, la loi du 30 novembre 1998 organique des services de renseignement et de sécurité et la loi du 2 octobre 2017 réglementant la sécurité privée et particulière », introduit par l'ASBL « Ligue des droits humains », plus particulièrement les points B.9.1 jusque B.9.10.

(7) Les accès sont enregistrés quotidiennement, ainsi que la motivation concrète des recherches. Chaque service de police tient un registre numérique contenant toutes les utilisations de caméras et la police fédérale conserve un registre national contenant la géolocalisation de toutes les caméras fixes utilisées par les services de police. Ces registres sont tenus à la disposition des autorités (de contrôle). Chaque traitement fait également l'objet d'une journalisation qui est conservée pendant 10 ans.

(8) Les caméras ne sont qu'un outil technique et différentes législations peuvent s'appliquer à leur utilisation, voir entre autres l'art. 62 de la loi sur la circulation routière et les dispositions spécifiques sur les méthodes particulières de recherche (art. 47*sexies*, art. 56*bis* et art. 464/14 CIC).

(9) Comme visées à l'article 44/11/3/*decies* LFP

(10) Des listes sont compilées manuellement et des extraits sont des extractions automatiques des banques de données auxquelles les services de police ont accès.

(11) RegPol est le registre unique des traitements de données à caractère personnel mis en place au niveau de la police intégrée, conformément à l'article 145 de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux.

(12) Sans préjudice de dispositions légales particulières.

(13) Comme visées à l'article 44/7 de la LFP.

(5) Enkel de gegevens voorzien in artikel 44/11/3/*decies* WPA worden verwerkt in de technische gegevensbanken. De verdere verwerking van deze gegevens gebeurt onder andere conform de richtlijn van 14 juni 2002 van de Ministers van Justitie en van Binnenlandse Zaken betreffende het informatiebeheer inzake gerechtelijke en bestuurlijke politie, die bestemd zijn voor de operationele diensten.

(6) Arrest van het Grondwettelijk Hof nr. 27/2020 d.d. 20 februari 2020 in zake het beroep tot vernietiging van de wet van 21 maart 2018 « tot wijziging van de wet op het politieambt om het gebruik van camera's door de politiediensten te regelen, en tot wijziging van de wet van 21 maart 2007 tot regeling van de plaatsing en het gebruik van bewakingscamera's, van de wet van 30 november 1998 houdende regeling van de inlichtingen- en veiligheidsdiensten en van de wet van 2 oktober 2017 tot regeling van de private en bijzondere veiligheid », ingesteld door de vzw « Liga voor Mensenrechten », in het bijzonder punten B.9.1 tot B.9.10.

(7) De toegangen worden dagelijks geregistreerd, samen met de concrete motivering van de bevragingen. Elke politiedienst houdt een digitaal register bij met daarin alle gebruik van camera's en de federale politie bewaart een nationaal register met de geolocalisatie van alle door de politiediensten gebruikte vaste camera's. Deze registers worden ter beschikking gehouden van de (controlerende) autoriteiten. Elke verwerking wordt ook opgenomen in een logbestand dat 10 jaar wordt bewaard.

(8) Camera's zijn enkel een technisch hulpmiddel en verschillende wetgeving kan van toepassing zijn op hun gebruik, zie onder meer art. 62 wegverkeerswet en de specifieke bepalingen inzake de bijzondere opsporingsmethoden (art. 47*sexies*, art. 56*bis* en art. 464/14 Sv).

(9) Zoals voorzien in artikel 44/11/3/*decies* WPA

(10) Lijsten worden manueel samengesteld en uittreksels zijn automatische extracties uit gegevensbanken waartoe de politiediensten toegang hebben.

(11) RegPol is het unieke register van de verwerkingen van de persoonsgegevens opgericht op niveau van de geïntegreerde politie, zoals bedoeld in artikel 145 van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus.

(12) Onverminderd bijzondere wetsbepalingen.

(13) Zoals bedoeld in artikel 44/7 van de WPA.

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C – 2021/40155]

Ordre judiciaire. — Places vacantes

La place suivante d'expert est déclarée vacante pour nomination via recrutement. Une épreuve complémentaire sera organisée. Il n'y a pas de limitation de nombre de participants à l'épreuve complémentaire :

Expert financier pour le service d'appui du Collège des procureurs généraux et du Collège du ministère public: 1 (francophone).

Précisions:

Attestations

Peuvent postuler la place déclarée vacante **via recrutement** les titulaires de l'une des attestations suivantes :

- d'une attestation de réussite de la sélection comparative de recrutement de contrôleurs fiscaux (m/f/x) francophone (niveau B) (AFG19168), organisée par Selor pour le SPF finances.

OU

- d'une attestation de réussite de la sélection comparative de recrutement d'expert en Comptabilité et Finances francophones (m/f/x) (niveau B) (AFG20185), organisée par Selor pour la Régie des Bâtiments

OU

- d'une attestation de réussite de la sélection comparative de recrutement de Gestionnaire budgétaire – Direction Générale des Ressources Matérielles francophones (m/f/x) (niveau B) (AFG20084), organisée par Selor pour le Ministère de la Défense.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[C – 2021/40155]

Rechterlijke Orde. — Vacante betrekkingen

Volgende plaats van deskundige wordt vacant verklaard voor benoeming **via werving**. Een bijkomende proef zal worden georganiseerd. Er is geen beperking van het aantal deelnemers aan de bijkomende proef :

Financieel deskundige voor de Gemeenschappelijke steundienst bij het College van procureurs-generaal en het Openbaar Ministerie: 1 (Franstalig).

Toelichting:

Attesten

Voor de plaats die vacant wordt verklaard **via werving**, kan men zich kandidaat stellen wanneer men in het bezit zijn van een van de volgende attest :

- een attest van slagen in de vergelijkende selectie voor werving van Franstalige Fiscaal controleurs (m/v/x) (niveau B) (AFG19168), georganiseerd door Selor voor de FOD Financiën.

OF

- een attest van slagen in de vergelijkende selectie voor werving van Franstalige Expert Boekhouding en Financiën (m/v/x) (niveau B) (AFG20185), georganiseerd door Selor voor de Regie der Gebouwen.

OF

- een attest van slagen de vergelijkende selectie voor werving van Franstalige Begrotingsmanagers Directoraat-generaal Materiële middelen (m/v/x) (niveau B) (AFG20084), georganiseerd door Selor voor het Ministerie van Defensie.

Dispositions générales

Pour les nominations et fonctions au sein de l'ordre judiciaire, les intéressés doivent être d'une conduite répondant aux exigences de la fonction visée et jouir des droits civils et politiques (article 287quinquies § 3 du Code judiciaire).

Conditions de nationalité

Les candidats doivent avoir la nationalité belge au moment de la nomination.

Ces conditions et les conditions de nomination reprises dans le Code judiciaire, doivent être remplies au moment de la clôture du dépôt des candidatures.

Procédure de sélection:

Les candidatures à une nomination dans l'ordre judiciaire doivent être adressées dans un délai de 20 jours calendrier à partir de la publication de la vacance au *Moniteur belge* (art. 287sexies du Code judiciaire) et ce via « Mon Selor » (www.selor.be). Le C.V. en ligne dans « Mon Selor » des candidats sera utilisé comme information complémentaire.

La procédure de sélection se déroulera entièrement par voie électronique. Toute candidature incomplète ou qui ne respecte pas la procédure électronique sera déclarée irrecevable.

Algemene bepalingen

Voor de ambten en de functies binnen de rechterlijke orde, moeten de betrokkenen een gedrag hebben dat in overeenstemming is met de eisen van de beoogde betrekking en de burgerlijke en politieke rechten genieten (art. 287quinquies § 3 van het Gerechtelijk Wetboek).

Nationaliteitsvoorwaarden

De kandidaten worden geacht Belg te zijn op het ogenblik van benoeming.

Aan deze vereisten en de benoemingsvoorwaarden opgenomen in het Gerechtelijk Wetboek, moet worden voldaan op het ogenblik van het afsluiten van de termijn voor kandidatuurstelling.

Selectieprocedure:

De candidaturen voor een benoeming in de rechterlijke orde dienen gesteld te worden binnen een termijn van 20 kalenderdagen na de bekendmaking van de vacature in het *Belgisch Staatsblad* (art. 287sexies van het Gerechtelijk Wetboek) via « Mijn Selor » (www.selor.be). Het online C.V. van de kandidaten in "My Selor" wordt gebruikt als aanvullende informatie.

De selectieprocedure wordt volledig elektronisch gevoerd. Elke onvolledige kandidaatstelling of inschrijving die niet verloopt volgens de elektronische inschrijvingsprocedure zal onontvankelijk verklaard worden.

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**DEUTSCHSPRACHIGE GEMEINSCHAFT
COMMUNAUTE GERMANOPHONE — DUITSTALIGE GEMEENSCHAP**

**MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT
UND ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE**

[2021/200288]

20. JULI 2017 — Zusammenarbeitsabkommen zwischen der Deutschsprachigen Gemeinschaft und der Wallonischen Region zur Ermächtigung der wallonischen Erwerbskomitees, Rechtsgeschäfte in Immobilienangelegenheiten im Namen und für die Rechnung der Deutschsprachigen Gemeinschaft und der von ihr abhängenden Körperschaften durchzuführen

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, Artikel 6quinquies, eingefügt durch das Sondergesetz vom 6. Januar 2014, und 92bis § 1, eingefügt durch das Sondergesetz vom 8. August 1988 und abgeändert durch die Sondergesetze vom 16. Juli 1993 und 6. Januar 2014;

Aufgrund des Gesetzes vom 31. Dezember 1983 über institutionelle Reformen für die Deutschsprachige Gemeinschaft, Artikel 5 § 1, abgeändert durch die Gesetze vom 18. Juli 1990, 16. Juli 1993, 30. Dezember 1993 und 6. Januar 2014, und 55bis, eingefügt durch das Gesetz vom 18. Juli 1990 und abgeändert durch die Gesetze vom 5. Mai 1993 und 6. Januar 2014;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 25. Juli 1989 zur Festlegung der Übertragungsmodalitäten der Personalmitglieder der föderalen Ministerien an die Regierungen der Gemeinschaften und Regionen und an das Vereinigte Kollegium der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission, zuletzt abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 22. Mai 2014;

Aufgrund des wallonischen Dekrets vom 11. Dezember 2014 zur Festlegung des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2015, Artikel 96;

Aufgrund des Dekrets der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 2. November 2015 über die Authentifizierung der Rechtsgeschäfte in Immobilienangelegenheiten der Deutschsprachigen Gemeinschaft und der von ihr abhängenden öffentlichen Einrichtungen;

Aufgrund des wallonischen Dekrets vom 17. Dezember 2015 zur Festlegung des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2016, Artikel 101;

Aufgrund des wallonischen Programmdekrets vom 21. Dezember 2016 zur Festlegung verschiedener haushaltsgebundener Maßnahmen, Artikel 63;

In der Erwägung, dass die im FÖD Finanzen eingerichteten Immobilienerwerbskomitees bis zum 31. Dezember 2014 aufgrund des Gesetzes vom 18. Dezember 1986 und des Dekrets der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 9. Juni 1987 ermächtigt waren, gewisse Rechtsgeschäfte in Immobilienangelegenheiten im Namen und für die Rechnung der Deutschsprachigen Gemeinschaft zu vollziehen;